

# L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

37 | 2019-1 :

Luttes de territoire + Varia

Luttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales

---

## La « guerre de l'eau » à Cochabamba. De la réappropriation de l'espace politique à la reproduction d'un lieu symbolique de la contestation

MATHIEU UHEL

<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6288>

---

### Résumés

Français English

La « guerre de l'eau » à Cochabamba (Bolivie), début 2000, a opposé un mouvement social, dirigé par la Coordination de Défense de l'Eau et de la Vie (CDEV), au gouvernement national, autour de la concession des services de l'eau à un consortium privé transnational, *Aguas del Tunari*. Quelle politique scalaire a permis à la CDEV de constituer un sujet politique capable d'imposer ses revendications et de contester l'agencement des échelles de la domination ? Quel a été le devenir de ce haut lieu de la contestation dans la réorganisation des rapports de pouvoir issue du changement d'hégémonie politique nationale ? Les éléments de réponse apportés à ces interrogations s'appuieront sur l'analyse des textes produits par la CDEV (et des graffitis militants), associée à une démarche de type ethnographique. Outre l'observation des moments de commémoration de cette victoire populaire, des entretiens ont été menés avec des acteurs de la « guerre de l'eau ». En interpellant le « peuple de Cochabamba » afin de défendre l'eau et son territoire, la stratégie discursive de la CDEV a légitimé la réappropriation de l'espace urbain par les classes populaires ségréguées, contraignant l'État central à céder temporairement le contrôle sur la capitale du département. Au cours des décennies suivantes, la CDEV a réactualisé la

mémoire de la « guerre de l'eau » à travers l'organisation d'évènements à Cochabamba, dimension symbolique attachée au lieu faisant l'objet d'une volonté d'appropriation par le « gouvernement des mouvements sociaux » d'Evo Morales.

In early 2000, the "water war" in Cochabamba (Bolivia) pitted a social movement, led by the Coordination for the Defence of Water and Life (CDWL), against the national government, over the concession of water services to a transnational private consortium, Aguas del Tunari. What politic of scale has enabled the CDWL to constitute a political subject able to impose its demands and challenge the scalar arrangement of domination? What become this high place of contestation in the reorganization of power relations resulting from the change in national political hegemony? The answers to these questions will be based on an analysis of the texts produced by the CDWL (and militant graffiti), combined with an ethnographic approach. In addition to observing the moments of commemoration of this popular victory, interviews were conducted with actors of the "water war". By addressing the "people of Cochabamba" in order to defend water and its territory, the discursive strategy of the CDWL legitimized the reappropriation of urban space by the segregated working classes, forcing the central state to temporarily cede control over the capital of the department. Over the following decades, the CDWL updated the memory of the "water war" by organizing events in Cochabamba, a symbolic dimension attached to the place that was subject of appropriation by the "government of social movements" of Evo Morales.

---

## ***Entrées d'index***

**Mots-clés** : guerre de l'eau, réappropriation de l'espace, politique scalaire, lieu symbolique, Cochabamba

**Keywords** : water war, space reappropriation, politic of scale, symbolic place, Cochabamba

---

## ***Texte intégral***

# **Introduction**

1 En 2020, seront commémorés les 20 ans de la « guerre de l'eau » à Cochabamba (Bolivie). Un mouvement social d'ampleur, dirigé par une coalition d'organisations sociales, la Coordination de Défense de l'Eau et de la Vie (CDEV), réussit à rompre le contrat de concession des services de l'eau signé entre le gouvernement national et un consortium privé transnational, *Aguas del Tunari*. Cette victoire populaire dans un pays du Sud fit de Cochabamba l'un des hauts lieux de la résistance au néolibéralisme et l'un des référents spatiaux du mouvement altermondialiste. Cette date anniversaire est l'occasion de prolonger les analyses existantes dans une perspective de géographie sociale et de revenir sur les conditions de production d'un lieu symbolisant la contestation de l'ordre mondial néolibéral. Dans la recherche francophone, faisant toujours plus de place à l'analyse de la dimension spatiale des mouvements sociaux (*Politix*, 2017 ou *Carnets de Géographes*, à paraître) ou des conflits (*Géocarrefour*, 2012 et *Norois*, 2015), la « guerre de l'eau » a reçu peu d'attention de la part des géographes ou des chercheurs en sciences sociales s'intéressant à l'espace<sup>1</sup>. Bien qu'elle soit plus documentée en langues anglaise et évidemment espagnole, que ce soit en sociologie ou en science politique, la dimension spatiale de ce mouvement social ne semble pas non plus avoir fait l'objet d'un intérêt particulier<sup>2</sup>, alors que les travaux en géographie portant sur les processus contestataires sont déjà bien développés (Nicholls et al., 2013 ; Routledge, 2017). Plus particulièrement, il s'agira dans ce texte d'interroger ce conflit et ses prolongements au prisme des travaux en géographie radicale anglophone portant sur les stratégies scalaires des mouvements sociaux.

2 A l'instar de nombreuses villes du continent latino-américain (Hall et Lobina, 2002),

Cochabamba est soumise, à la fin des années 1990, à un processus d'appropriation privative et marchande des services publics de l'eau<sup>3</sup>. *Aguas del Tunari*, détenu majoritairement par l'américain Bechtel et l'italien Edison, remplace le Service Municipal d'Eau Potable et d'Assainissement (SEMAPA). L'activité du prestataire privé est régulée par une entité publique nationale, la SuperIntendance de l'Assainissement de Base (SISAB), et accompagnée d'une incitation à la participation des usagers à travers les Organisations Territoriales de Base (OTB). Cette réorganisation des compétences en matière de service de l'eau correspond au processus de « glocalisation » mis en évidence par Erik Swyngedouw, processus qui se caractérise par le déploiement de stratégies de localisation globale des différentes fractions du capital et par la restructuration de l'État, de l'échelle nationale aux échelles supra et infranationales (Swyngedouw 2004). Face à ce réagencement des échelles de la domination, la politique scalaire (Brenner, 2001) des organisations du mouvement social se trouve confrontée à des dilemmes géographiques (Routledge, 2003) dont l'une des modalités renvoie au « piège local » (Purcell, 2006), c'est-à-dire au risque d'une intégration à la structure de domination *via* les dispositifs participatifs. Dans ce conflit pour l'eau à Cochabamba, quelle politique scalaire a permis à la CDEV de constituer un sujet politique capable de s'opposer au gouvernement national et de contester plus largement l'agencement des échelles de la domination ? Passés l'épisode conflictuel et la victoire du mouvement social, quel a été le devenir de ce haut lieu de la contestation dans le processus de réorganisation des rapports de pouvoir issu de l'élection d'un Président de la République provenant des luttes populaires et impulsant un « gouvernement des mouvements sociaux » ?

- <sup>3</sup> Les éléments de réponse apportés à ces interrogations s'appuieront sur les recherches effectuées dans le cadre d'une thèse de doctorat portant sur les échelles des mouvements altermondialiste et révolutionnaire visant une réappropriation collective et démocratique des services de l'eau. Au sein d'une pluralité d'approches méthodologiques, l'analyse des textes produits par la CDEV (et des graffitis militants) occupera une place centrale dans cet article. Outre les informations factuelles contenues dans les communiqués de la CDEV, permettant de saisir la spatialisation de l'action collective, leur analyse constitue un point d'entrée majeure pour la compréhension du rapport à l'environnement et de la (di)vision de la société portés par la Coordination<sup>4</sup>. Les graffitis militants, en tant que marquage de l'espace (Ripoll, 2005 b), soutiennent l'action collective, qu'il s'agisse de l'épisode conflictuel originel ou des moments de commémoration de la « guerre de l'eau ». Une démarche de type ethnographique vient appuyer cette analyse des pratiques discursives, ouvrant la voie à une compréhension plus fine du sous-texte et du contexte. Outre le travail d'observation, des entretiens ont pu être menés avec des acteurs de la « guerre de l'eau » à l'occasion de missions de terrain<sup>5</sup>.

## **Aux sources de la « guerre de l'eau » : les conditions sociales d'une « convergence territoriale »**

- <sup>4</sup> La « guerre de l'eau » à Cochabamba a fait l'objet de nombreuses analyses et commentaires, soulignant l'irruption dans le paysage social bolivien et latino-américain d'un nouveau sujet politique. Certains de ces travaux, en sociologie et en science politique, ont abordé la dimension spatiale, ou plus exactement territoriale, du mouvement social sous l'angle de l'unification de groupes sociaux localisés dans les

espaces urbains et ruraux. Alvaro Garcia Linera, sociologue spécialiste des mouvements sociaux boliviens, qui décrit la CDEV comme un réseau territorialisé d'organisations, insiste sur le fait que cette « association d'associations » a permis de rassembler, dans un même mouvement, des ouvriers précarisés, des indépendants et des jeunes chômeurs localisés dans les quartiers urbains périphériques, des petits commerçants, des routiers et des paysans situés dans les vallées de la Province du Cercado et des communautés indigènes vivant dans les hauteurs du département (Garcia, 2004). La chercheuse Susan Spronk reprend cette acception d'une alliance de classes sociales sur une base territoriale rompant la frontière entre espace rural et urbain, dimension spatiale d'une opposition politique qui serait caractéristique des pays du Sud (Spronk, 2007). Aspect majeur du mouvement social, l'unification de la ville et de la campagne – processus qui reste d'ailleurs à préciser si ce n'est à interroger – n'en n'épuise pas pour autant la dimension spatiale. Cela dit, avant d'élargir la perspective aux échelles de la contestation, il convient, afin de saisir la signification sociale de cette « convergence territoriale », d'opérer tout d'abord un détour par le processus de reconfiguration du mouvement social bolivien articulé au contexte « socio-hydrique » cochabambin, pour ensuite analyser les conditions d'une alliance d'organisations sociales au sein de la CDEV.

## De la lutte des classes à la lutte pour le territoire en Bolivie ?

- 5 Au cours du XXème siècle, la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) constitue la principale organisation du mouvement social à laquelle est subordonné le mouvement paysan. Correspondant à la phase d'expansion du capitalisme minier en Bolivie, cette hégémonie ouvrière s'appuie sur la concentration spatiale de la main d'œuvre autour des bassins miniers (Garcia, 2004). Le mouvement ouvrier parvient à se structurer à l'échelle nationale dans le sillage de l'insurrection populaire de 1952. Intégrée au projet progressiste nationaliste, la COB est progressivement marginalisée par le Mouvement National Révolutionnaire (MNR) au pouvoir, avant d'être rapidement encadrée et disciplinée par l'État et le patronat minier durant le cycle de dictature des années 1960-1970 (Mayorga et Gorman, 1978). L'avènement de la démocratie représentative dans la décennie suivante est accompagné de l'essor du régime néolibéral d'accumulation du capital, dont les différentes vagues de licenciement dans l'industrie et les services publics déstabiliseront durablement la centrale ouvrière (Garcia, 2004 ; Spronk, 2007). La COB ne parvient pas à enrayer l'érosion de ses bases militantes en dépit d'une croissance numérique des travailleurs de l'industrie manufacturière et minière (Garcia, 1999). La structuration pyramidale de la centrale syndicale se heurte notamment à la dispersion spatiale de multiples et plus petites unités productives.
- 6 Les mesures néolibérales s'attaquent en parallèle aux conditions de reproduction de la force de travail et de la vie, dont certains éléments (l'eau et la terre) sont structurants dans l'organisation des communautés indigènes et paysannes et investis d'une forte charge symbolique liée à la cosmologie andine (Garcia, 2004). Le nouveau régime d'accumulation du capital crée ainsi les bases matérielles de l'émergence ou de l'affirmation d'organisations sociales jusqu'alors subordonnées au mouvement ouvrier<sup>6</sup>. La communauté indigène – paysanne devient la colonne vertébrale du mouvement social autour de laquelle s'articulent les autres organisations et groupes sociaux (Garcia, 2004). Dans ce retournement de l'hégémonie politique au sein du mouvement social, les organisations s'appuient sur une réhabilitation de la mémoire et des pratiques indigènes précoloniales pour opérer une politisation de la culture, des nécessités vitales

et du territoire (Ibid.). Ce processus d'« indigénisation de la société » (Spronk, 2007) se développe dans les espaces ruraux mais également dans les marges périurbaines, à la faveur des fortes migrations des années 1980-1990 (Ledo, 2002). En dépit d'une coordination de leurs activités aux échelles régionale et nationale, ces organisations paysannes et indigènes tendent à privilégier l'organisation et l'action à l'échelle locale de leurs communautés de vie et de travail. Décentralisés et dispersés, ces pouvoirs communautaires, situés dans les espaces ruraux comme périurbains, contestent selon Raul Zibechi (2010) l'autorité de l'État central bolivien en gérant de façon autonome leur propre territoire.

7 La création de la CDEV s'inscrit dans ce « tournant territorial » du mouvement social en Bolivie, tant dans ses bases matérielles et orientations idéologiques, ses rapports de pouvoir que ses modes d'action. Pour saisir la dimension spatiale de la « guerre de l'eau » et le rôle joué par la CDEV, il est nécessaire d'articuler cette histoire longue et nationale du mouvement social au contexte cochabambin et plus particulièrement à la problématique hydrique, source de tensions mais aussi d'enseignements pour le mouvement d'avril 2000. Le département de Cochabamba est en effet le théâtre d'une longue tradition de luttes paysannes autour de l'appropriation et de l'utilisation démocratique et égalitaire des ressources et infrastructures hydriques (Crespo, 1996 et 2002). L'un des épisodes les plus connus, la « guerre des puits », fait figure de référence historique par rapport aux événements d'avril 2000. En 1994, les communautés et bourgs ruraux se mobilisent face au projet d'expansion spatiale de SEMAPA. L'entreprise municipale a en effet identifié des sites de perforation dans la municipalité de Vinto, à l'ouest de Cochabamba, pour capter la ressource dans les nappes phréatiques (Crespo, 1996). Il s'agit pour SEMAPA de répondre à la demande croissante en eau potable de la population urbaine. Cochabamba a reçu un afflux important et constant de migrants dans les années 1980 et 1990. Installés au sud de la ville, les habitants des quartiers populaires sont exclus des réseaux techniques gérés par SEMAPA et ont recours à des dispositifs alternatifs, tels que le marché de distribution par camion-citerne ou les systèmes communautaires de production et de distribution d'eau (Ledo, 2002).

8 Les communautés paysannes s'organisent pour défendre ce qu'elles considèrent comme un droit ancestral à l'utilisation de la ressource hydrique. A la conception technocratique et modernisatrice de SEMAPA est opposée une vision de l'eau empreinte de la cosmologie andine (Crespo, 1996). Les agriculteurs vont occuper les sites de forage, bloquer les voies de communication du département et organiser une grande « marche pour la vie et l'eau », partant de la commune de Vinto en direction de Cochabamba. Dans les mots d'ordre et les modes d'action, une filiation très nette se dessine avec la « guerre de l'eau ». À la différence des événements de 2000, ce conflit est resté cantonné dans l'espace rural, les paysans n'ayant pas reçu l'appui des habitants de Cochabamba. Le sociologue Carlos Crespo avance que cette fracture entre l'espace rural et l'espace urbain s'explique par l'absence d'une convergence possible à l'époque entre les autres forces sociales du département ; la Fédération des associations de voisinage de Cochabamba est paralysée parce qu'instrumentalisée par le parti politique dominant le conseil municipal tandis que la COB est restée figée dans une vision économique et ouvriériste de l'action syndicale (Crespo, 1996). Isolées durant la « guerre des puits », les agriculteurs du département vont se structurer dans les années 1990 et tisser des liens avec d'autres organisations sociales, quelques semaines avant l'éclatement du conflit (Ceceña, 2004), afin de dépasser leur ancrage principalement rural et permettre la création d'une coalition incluant certaines franges de la population urbaine de Cochabamba.

## La Coordination de Défense de l'Eau et de la Vie : une coalition d'organisations pour unir l'espace rural et l'espace urbain

9 Dans l'un des premiers communiqués de la CDEV, il est indiqué que la coordination est composée de la Fédération Départementale Cochabambine des Irrigants (FEDECOR), de la Fédération des Travailleurs Manufacturiers de Cochabamba (FTFC), de la Centrale Ouvrière Départementale (COD), des Transporteurs routiers, du Comité de Défense de l'Eau et de l'Economie Familiale (CODAEF) ainsi que des habitants des quartiers périphériques et des comités urbains d'eau potable de la ville (CDEV, 2000 f). Cette énumération montre une Coordination rassemblant une diversité d'organisations, tant en termes de structure et d'activité que de localisation spatiale. Dans les récits relatant la création et l'action de la CDEV (Crespo, 2002 ; Ceceña, 2004 et Garcia, 2004) et y compris dans certains communiqués de la coordination (CDEV, 2000 d), la FEDECOR et la FTFC sont présentées comme ayant occupé une place centrale dans la création d'alliances entre organisations et dans l'extension du mouvement social. La focalisation sur ces deux syndicats permet de saisir les conditions de l'unification de la population de Cochabamba durant la « guerre de l'eau » autant que d'illustrer le réagencement des rapports de pouvoir au sein du mouvement social.

### Créer des alliances à partir de l'échelle locale

La FEDECOR est l'organisation rassemblant les associations locales d'agriculteurs – irrigants (regantes) du département de Cochabamba. Comme l'exprime Omar Fernandez, Président de la fédération au moment de la « guerre de l'eau », la FEDECOR est créée à la fin des années 1990 dans le but de défendre les intérêts des irrigants face aux tentatives d'appropriation de la ressource hydrique par le gouvernement et SEMAPA (Ceceña, 2004). Dans un ouvrage coécrit avec Carmen Peredo et Omar Fernandez, Carlos Crespo souligne que les agriculteurs revendiquent une gestion intégrale de l'eau basée sur leurs us et coutumes, hérités de la période précolombienne (Peredo, Crespo et Fernandez, 2004). Pouvant différer d'une vallée à l'autre du département, ces us et coutumes ont néanmoins en commun de défendre la propriété collective et la gestion démocratique de l'eau et des infrastructures. L'eau est considérée comme un don de Dieu, comme le sang de la terre-mère (Pachamama), qui donne vie aux êtres humains et ne peut donc appartenir au domaine public ou au marché capitaliste. Carlos Crespo avance que les associations de regantes développent des pratiques autogestionnaires en s'organisant de façon « autonomes, décentralisées et flexibles » à partir de « la forme la plus équitable de représentation [...] basée sur l'espace de l'eau, c'est-à-dire du bassin versant – vallée » (Peredo, Crespo et Fernandez, 2004).

La Fédération des Travailleurs Manufacturiers de Cochabamba (FTFC) est une fédération de syndicats de l'industrie du département, affiliée à la COB. Oscar Olivera, salarié d'une entreprise transnationale de chaussures et dirigeant du syndicat au moment de la « guerre de l'eau », décrit dans l'ouvrage d'Ana Esther Ceceña la situation des travailleurs dans le département ainsi que l'orientation politique spécifique de la FTFC. Rappelant les processus de précarisation et de féminisation du salariat, il insiste sur l'invisibilité juridique de la majorité des ouvriers et la localisation périurbaine et rurale des usines comme des résidences ouvrières dans le département (Ceceña, 2004). Face à cette situation, qui entraîne selon lui de faibles taux de syndicalisation, la FTFC essaie de développer des pratiques syndicales alternatives à la structuration pyramidale

du mouvement ouvrier et susceptibles de contrecarrer la segmentation du marché du travail et la dispersion géographique des travailleurs, dans la filiation du « social movement unionism » [syndicalisme de transformation sociale] » (Spronk, 2007). Ce renouveau du mouvement ouvrier vise la participation active et locale des travailleurs à la prise de décision et la création d'alliances communauté / travailleurs qui intègrent les revendications sur les salaires et les conditions de travail à une plate-forme plus large pour la justice économique et sociale (Jordhus-Lier, 2013).

10 La FEDECOR et la FTFC ont donc en commun de privilégier les principes de la démocratie directe et locale mais aussi de tendre à dépasser leur strict champ d'activité. Cette orientation stratégique permet de nouer des alliances avec d'autres organisations sur des thèmes communs et de façon horizontale. Représentant les intérêts des ouvriers et des paysans, socle des classes laborieuses du pays, les deux organisations sont localisées dans des espaces (ruraux et périurbains) dont les frontières sont poreuses, ce qui facilite la perspective d'une unification de la population dans le département. En débordant le positionnement traditionnel de la COB et en s'appuyant sur la localisation périurbaine et rurale des ouvriers affiliés au syndicat, la FTFC a une position charnière dans l'élargissement du mouvement social aux « classes moyennes » urbaines (Ceceña, 2004 et Spronk, 2007).

11 La coordination, comme forme d'organisation, favorise l'établissement de liens égalitaires et décentralisés entre organisations. Elle ne peut cependant estomper complètement les rapports asymétriques de pouvoir, liés aux inégalités de ressources et de capacité de mobilisation. Dans l'analyse des coalitions contestataires (Mathieu, 2009), la prise en compte des intermédiaires (cas de la FTFC dans la « guerre de l'eau ») est importante pour saisir la généalogie de la mobilisation. Le regard porté sur les rapports de pouvoir l'est tout autant afin d'appréhender la (re)composition et le déroulement du mouvement social. Durant la « guerre de l'eau », la domination masculine dans la représentation de la CDEV et dans les négociations avec le gouvernement occulte ainsi le rôle majeur des femmes qui, outre le ravitaillement des manifestants, ont participé aux affrontements et contribué à l'organisation politique du mouvement dans les quartiers populaires ou les communautés rurales (Peredo, 2003). Par ailleurs, la visibilité de ces porte-parole tend à éclipser l'action déterminante des militants et manifestants, dont nombre d'entre eux sont issus de secteurs sociaux marginalisés et se sont occupés des tâches plus périlleuses, telles que la surveillance nocturne des points de blocage ou l'affrontement avec les forces de police<sup>7</sup>. En gardant à l'esprit cette réalité des rapports de pouvoir, l'analyse sera néanmoins centrée sur la production par la CDEV d'une stratégie politique commune, capable d'élargir le mouvement social et d'unifier le sujet politique.

## **« ¡El agua es nuestra, carajo! » : de la lutte pour l'eau à Cochabamba à la réappropriation de l'espace politique de Cochabamba**

12 Durant près de cinq mois<sup>8</sup>, la CDEV organise le mouvement social et participe aux négociations avec le gouvernement, à la suite notamment des deux grandes mobilisations du 11 janvier (le « Grand blocage pour la dignité ») et du 4 février (l'« Occupation symbolique de Cochabamba »). Les concessions du gouvernement ne

satisfont pas les membres de la Coordination qui appellent à la « Bataille finale » le 4 avril. Les affrontements entre les manifestants et l'armée font un mort et plusieurs blessés, contraignant le gouvernement à rompre le contrat de concession des services et à modifier la loi sur l'eau. En construisant un compromis à partir de la stabilisation des rapports de pouvoir et de l'articulation des visions du monde social entre les membres la composant, la CDEV produit un discours antagonique et contre-hégémonique donnant un sens et une perspective politique à l'action collective (Fairclough, 2009 ; Laclau et Mouffe, 2009). Les communiqués vont plus particulièrement cibler les adversaires du mouvement social au sein de l'agencement scalaire des rapports de domination mais aussi délimiter les contours sociaux (et spatiaux) du sujet politique devant se mobiliser pour la réappropriation de l'eau. Les modalités stratégiques d'appropriation de l'espace (Ripoll, 2005b) définies par la CDEV (certains des communiqués avaient d'ailleurs uniquement pour fonction d'indiquer les horaires et les lieux de rassemblement) ont permis au mouvement social de résister à l'appareil répressif d'État et de contrôler la capitale du département.

## Construire l'unité (spatiale) du peuple de Cochabamba face aux échelles de la domination

13 Dans le premier communiqué de la CDEV, servant d'une certaine manière de manifeste, la lutte pour l'eau est insérée dans un récit de portée générale et nationale qui dénonce la dernière étape d'un long processus d'expropriation qui n'est plus supportable (CDEV, 2000a). Les patrons et les élus, qu'ils agissent à l'échelle transnationale, nationale ou locale, sont quasi systématiquement associés dans les communiqués et désignés comme responsables de cette succession de « vols ». Cela dit, l'adversaire principal durant le conflit reste bien évidemment le gouvernement national, qui refuse d'écouter les revendications de la CDEV et réprime brutalement le mouvement social :

« le mauvais gouvernement a lancé des criminels vêtus en policiers afin d'écraser la voix de la population de Cochabamba avec pour instruction de réprimer une marche pacifique » (...) « nous avons fait arrêter le massacre que Guiteras-le-boucher [ministre du gouvernement d'Hugo Banzer] était en train de préparer. Nous avons percé la défense cynique des affaires de quelques entrepreneurs par le gouvernement ! » (CDEV, 2000h)<sup>9</sup>.

**Photographie 1 - Inscription sur un mur de la ville : « Banzer, assassin de Cochabamba »**



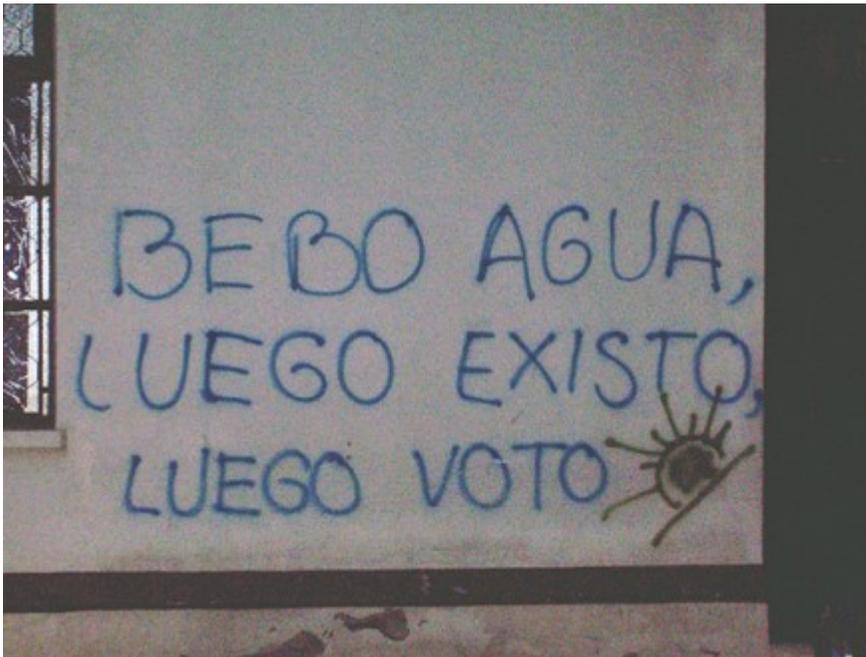
Tom Kruse, 2000, Cochabamba<sup>10</sup>

Cette photographie fait référence au meurtre d'un jeune manifestant par les forces de l'ordre, dont le Président de la République, Hugo Banzer, est rendu responsable. Ce décès d'un habitant de Cochabamba soude l'ensemble de la population de la ville et du département.

14 Si la critique se focalise sur le gouvernement national, les interlocuteurs institutionnels locaux ne sont pas épargnés par le discours de la CDEV qui fustige ainsi : « le double discours de monsieur le préfet<sup>11</sup> du département qui essaie d'un côté de favoriser le dialogue et d'un autre côté de mobiliser les forces coercitives pour démobiliser le mouvement » (CDEV, 2000c). Le comité civique<sup>12</sup> de Cochabamba, qui cherche à s'imposer comme l'un des acteurs de la négociation, est aussi interpellé pour son positionnement ambivalent : « que ne se trompent ni le gouvernement ni l'entreprise privée : les travailleurs cochabambins et le peuple en général, nous sommes organisés dans la Coordination de Défense de l'eau et personne d'autre nous représente » (CDEV, 2000b). Mise en garde qui bascule vers la dénonciation au mois de mars : la CDEV condamne « l'attitude servile et de trahison de ceux qui sont en train de négocier au nom des cochabambins » (CDEV, 2000j).

15 Face à la désignation des échelles de la domination, la CDEV va délimiter les contours (spatiaux) d'un sujet politique, le peuple de Cochabamba, en s'appuyant sur une conception intégrée de l'eau au territoire. La lutte pour l'eau est justifiée par la défense de la vie, argument omniprésent dans les communiqués et que l'on retrouve dans le nom de la Coordination ou dans l'un des slogans du mouvement social : « *El agua es vida* ». Cette conception de l'eau est illustrée par un graffiti observé sur un mur du centre-ville (photographie 2), six ans après le mouvement social. Une hiérarchisation explicite apparaît entre les considérations électorales et l'acte vital de boire de l'eau.

**Photographie 2 - Inscription sur un mur de la ville : « Je bois de l'eau, ensuite j'existe, ensuite je vote »**



Uhel, 2006, Cochabamba

- 16 L'eau est conçue comme appartenant à un « nous », au peuple, comme l'exprime un autre slogan du mouvement social – « L'eau est à nous, bordel ! » –, que l'on retrouve sur la fameuse banderole rouge lors des manifestations (photographies 6 et 8) ou sur les murs de la ville (photographie 3). L'accès à ce bien vital est envisagé comme un droit et non une marchandise (CDEV, 2000i), opposition centrale et récurrente dans les communiqués de la CDEV. Cette revendication est par ailleurs déclinée en fonction des forces sociales composant le sujet politique. La sécurisation juridique des us et coutumes paysans mais aussi des comités d'eau potable périurbains (CDEV, 2000d et h) nécessitent la révision du cadre législatif national.

**Photographie 3 - Inscription sur un mur de la ville : « L'eau est au peuple, bordel ! »**



Tom Kruse, 2000, Cochabamba

- 17 Le peuple, qui ne peut vivre sans eau et à qui appartient la ressource hydrique,

devient plus largement le gardien du territoire : il s'agit en effet pour la CDEV d'occuper « notre territoire parce qu'avec l'eau et l'air c'est la seule chose que nous pouvons encore défendre » (CDEV, 2000g). Le peuple, luttant contre la dépossession de ses ressources et de son territoire, est présenté comme subissant un rapport d'exploitation : « [le] peuple qui, avec son travail, contribue à ce que d'autres vivent mieux [...] ce sont eux les riches et puissants de ce pays, ceux qui prennent les décisions pour nous, qui sommes les producteurs de la richesse » (CDEV, 2000g). L'appel au peuple définit un principe d'opposition et vise à opérer l'unification de la population de Cochabamba, en dépassant une lecture de classes pour agréger différents groupes sociaux localisés dans différents espaces. L'expression « peuple dans ces différentes classes sociales » (CDEV, 2000e) synthétise cette perspective, bien qu'il s'agisse de l'unique référence explicite aux classes sociales rencontrées dans le corpus. Ce travail d'unification incombe à la CDEV comme le spécifie l'un des communiqués : « la coordination se consolide comme organisme de l'unité de la population de Cochabamba » (CDEV, 2000f). En convoquant le peuple, la CDEV transforme la population, terme vague, en sujet politique. Si l'unité est recherchée par des expressions générales (dans une perspective quasi organique) : « nous sommes une seule voix, un seul corps », « le peuple de Cochabamba plus uni que jamais », « Cochabamba unie, Cochabamba victorieuse », la CDEV recourt également à une désignation exhaustive des acteurs, suivant leur position professionnelle (« travailleurs, irrigants, paysans, voisins, chauffeurs, professionnels ») ou leur organisation (« association d'irrigants, comités urbains d'eau potable, associations de voisinage »). Au fur et à mesure de l'intensification du conflit, afin de renforcer l'ancrage spatial du mouvement social, la CDEV appelle à la mobilisation sur la base de la localisation de la population : « camarades des vallées hautes, centrales et basses, de la vallée de Sacaba, de la zone nord et sud ». L'objectif est d'atteindre l'unité « de la campagne et de la ville », « aire urbaine comme rurale », « quartiers et communautés », « villageois et citadins ».

18 La production discursive de la CDEV à travers les communiqués mais aussi les graffitis, banderoles et slogans, construit un rapport antagonique entre un « eux » et un « nous », qui s'exprime spatialement dans l'opposition entre les échelles nationale et internationale du gouvernement et des entreprises et l'échelle urbaine ou départementale du peuple de Cochabamba, et ce tout en contestant la légitimité politico-institutionnelle des autorités municipales et préfectorales. Si la délimitation géographique des adversaires est sans ambiguïté, la dimension scalaire du sujet politique interpellé par le discours de la CDEV est beaucoup plus équivoque, en raison de l'homonymie entre la ville et le département. Le « territoire » du « peuple de Cochabamba » excède le périmètre de la ville, étant donné qu'il inclut les ouvriers, paysans et indigènes localisés dans les espaces ruraux. Mais peut-il réellement embrasser l'ensemble du département ? L'hypothèse stratégique n'est pas à exclure, le caractère ouvert de la dénomination permettant une identification et une agrégation plus larges des contestataires. Avec le contrôle (temporaire) de la capitale du département par les manifestants début avril 2000, la question de l'inscription effective du mouvement social à cette échelle se pose néanmoins.

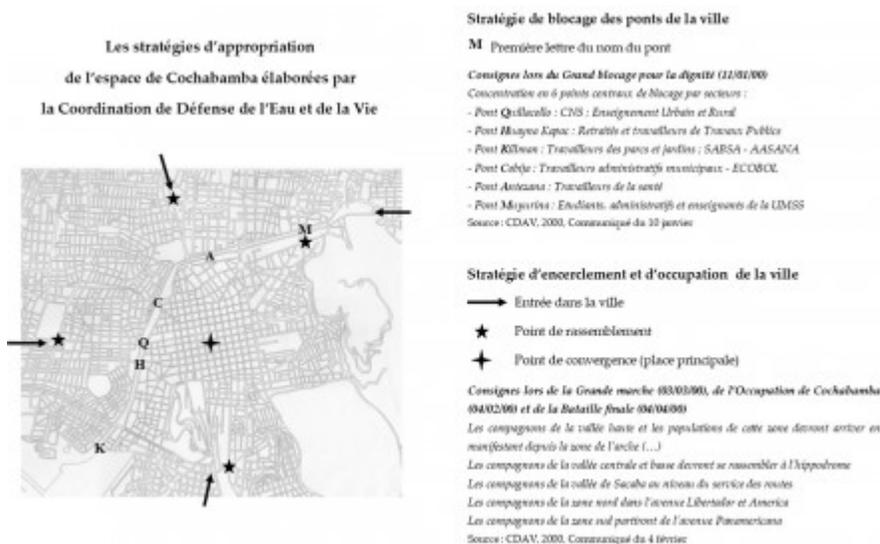
## **Du rural à l'urbain : encercler et occuper la ville pour se réapproprier l'espace politique**

19 La production discursive de la CDEV a servi à légitimer les stratégies d'appropriation de l'espace par les manifestants face à l'appareil répressif d'État, processus de reconquête de la ville rendu visible par le recours massif aux graffitis (Braconnier,

1999). Dans la diversité des moyens d'action mobilisée durant le conflit (Crespo, 2000), les organisations sociales ou directement la CDEV ont appelé à bloquer les voies de communication dans la ville et le département ou les édifices de la Préfecture et de *Aguas del Tunari*, mais aussi à occuper les places (place du 14 de Septembre ou place Colon – où siège le comité civique de Cochabamba) voire la ville entière.

20 Il est possible de relever quatre moments dans le conflit durant lesquels l'objectif de la mobilisation était de perturber l'ordre social par le contrôle de l'espace : le Grand blocage pour la dignité (11 janvier), l'Occupation de Cochabamba (4 février), la Grande marche (3 mars) et la Bataille finale (4 avril). On peut distinguer deux configurations spatiales de l'action collective, représentées dans le schéma 1.

### Schéma 1 - Stratégies d'appropriation de la CDEV



Conception : Mathieu Uhel - 2019

21 La première correspond au Blocage pour la dignité où les manifestants devaient se rassembler sur les ponts principaux de la rivière *Rocha*. Cette occupation permettait de paralyser la circulation et de couper la ville en deux, tout en faisant référence aux revendications pour la réappropriation de l'eau. La seconde configuration correspond aux trois mobilisations suivantes et au cours desquelles les manifestants étaient appelés à se rassembler aux quatre points cardinaux de la ville pour ensuite converger vers la place du 14 septembre. Si, lors du Grand blocage pour la dignité, les manifestants sont convoqués en fonction de leur secteur professionnel, les appels pour les trois occupations de la ville se font sur une base géographique, matérialisant ainsi la mutation du discours de la CDEV déjà relevée.

22 L'appropriation de la place du 14 septembre, surnommée la place principale, a constitué un enjeu majeur dans le conflit entre la CDEV et le gouvernement. Durant la Bataille finale, les premiers jours d'avril, les rues autour de cette place se hérissent de barricades (photographie 4), tenues nuit et jour par des manifestants. Face à cette occupation du centre-ville, le gouvernement déclare l'« état de siège » et fait intervenir l'armée. Les affrontements (photographie 5) font des dizaines de blessés et un mort, contraignant le gouvernement à retirer la troupe et à céder aux revendications de la CDEV. Le lendemain, le 9 avril, jour de l'enterrement du manifestant qui donne lieu à une gigantesque procession, la ville de Cochabamba appartient aux manifestants.

### Photographies 4 et 5 - Barricades autour de la Place du 14 septembre



Tom Kruse, 2000, Cochabamba

- 23 L'importance stratégique de la place principale<sup>13</sup> s'explique par la localisation d'édifices renvoyant aux rapports de domination économiques, politiques et idéologiques, prolongeant ainsi la charge symbolique accumulée par ce lieu depuis la fondation de la ville (Montano et Marina, 2003). Si la place du 14 septembre est un lieu de sociabilité populaire (promenade, jeux pour les enfants, commerces informels, discussion et débat politiques), elle n'en reste pas moins aussi et surtout un lieu d'implantation des institutions politico-militaires (Préfecture départementale et Conseil municipal ; locaux de la police et de l'armée), économiques (chambre de commerce, banques et assurances) et idéologiques (cathédrale et église). La place principale abrite également le siège de la FTFC, qui servait de lieu de réunion et de prise de décision de la CDEV ainsi que de tribune lors des rassemblements de la population (photographies 6 et 7). La configuration spatiale de ce lieu névralgique de la contestation tend à rendre visible voire à renforcer l'asymétrie des rapports de pouvoir entre dirigeants et manifestants, comme cela a pu être mis en évidence dans le cas des assemblées de *Indignados* à Madrid (Nez, 2015).

#### Photographies 6 et 7 - Tribune de la CDEV au siège de la FTFC



Tom Kruse, 2000, Cochabamba

- 24 Dans l'appel du 4 février, la CDEV souligne que : « L'Occupation de Cochabamba est un acte pacifique qui a une profonde signification sociale » : il s'agit de prendre le territoire, de prendre la parole et de prendre la bannière de la démocratie (CDEV, 2000g). L'appel à une occupation pacifique se transforme, lors de la bataille finale, en affrontements de rue, de type « guérilla urbaine », pour la réappropriation démocratique du territoire appartenant au peuple de Cochabamba. Le retrait de l'armée du centre-ville et le contrôle effectif, bien que temporaire, de la capitale du département, *via* l'appropriation matérielle de la place principale, par les manifestants signifient la réappropriation de l'espace politique départementale face à l'autorité de l'État central (localisé à La Paz, capitale du pays) sur le territoire national. La stratégie d'encercllement et d'occupation de la ville évoque un assaut des périphéries sociales du département (périurbaines et rurales) vers l'espace urbain central, lieux de concentration des pouvoirs économiques et politiques. Davantage qu'une alliance entre ville et campagne, la « guerre de l'eau » pourrait être interprétée comme un mouvement du rural vers l'urbain, de reconquête démocratique de la capacité de décider des classes

populaires ségréguées, faisant écho en cela aux analyses portant sur la Commune de Paris (Harvey, 2012 et Lefebvre, 2018). La gestion de l'eau faisant partie du quotidien des classes populaires dans les quartiers périphériques de la ville et des communautés paysannes et indigènes dans les espaces ruraux, ces espaces-routines locaux favorisent l'émergence d'identités insurrectionnelles (Gaudichaud, 2015), d'autant plus si ces pratiques quotidiennes sont inscrites dans le temps long de la mémoire indigène et qu'il s'agit de défendre des infrastructures matérielles construites et gérées de façon collective et autonome. La « politique du peuple » élaborée par la CDEV a permis d'articuler ce « pouvoir communautaire » (Zibechi, 2010) à une grille de lecture en termes de classes sociales afin d'élargir la base du mouvement et les alliances organisationnelles. Bien qu'ayant développé une stratégie de confrontation avec l'Etat central, après le contournement des instances représentatives locales et départementales, la CDEV, en participant aux négociations avec le gouvernement et en revendiquant la modification du cadre juridique national, aurait davantage produit une politique scalaire visant la réorganisation des échelles du pouvoir, à partir de l'échelle locale, qu'une perspective réelle d'autonomisation territoriale.

## **« Por la recuperación de la memoria colectiva » : enjeux politiques autour de la signification d'un lieu**

<sup>25</sup> Surgie comme organisation temporaire et thématique, la CDEV s'est néanmoins pérennisée comme structure défendant les intérêts du peuple de Cochabamba <sup>14</sup>Les membres de la Coordination se sont impliqués dans les tentatives infructueuses de transformation de SEMAPA (Spronk, 2007) mais aussi dans les luttes sociales des années 2000 auxquelles elle a donné une impulsion. Le cycle de mobilisations ouvert par la victoire du mouvement social pour l'eau à Cochabamba portera en effet Evo Morales, dirigeant du syndicat des producteurs de coca et du parti Mouvement Vers le Socialisme (MAS), à la présidence de la République bolivienne en 2006 (Do Alto et Stefanoni, 2008). La question de la stratégie scalaire de la CDEV se pose alors de manière aiguë dans ce changement de l'hégémonie politique nationale. L'adoption par le « gouvernement des mouvements sociaux » de mesures telles que la création d'un ministère de l'eau ou la reconnaissance constitutionnelle du droit à l'eau, et plus largement le lancement d'un projet socialiste communautaire, rivalisent (au moins sur la plan discursif) avec les perspectives de transformation sociale défendue par la CDEV. Dans ce contexte, la signification de la « guerre de l'eau » et son inscription spatiale vont être l'objet d'une interprétation et d'une appropriation concurrentielle entre la CDEV et le gouvernement.

## **Reproduire dans le temps (et l'espace) un lieu symbolisant la contestation**

<sup>26</sup> Au-delà des répercussions nationales du conflit, la « guerre de l'eau » a été diffusée et largement commentée dans les réseaux altermondialistes (Uhel, 2013). Cette visibilité mondiale s'est effectuée par l'intermédiaire de la diffusion numérique de l'information et de l'invitation de militants de la CDEV à des forums internationaux, mais aussi par un travail de réactualisation de la mémoire de la lutte par les membres de la

Coordination à travers l'organisation d'évènements à Cochabamba (tableau 1).

**Tableau 1 - Évènements organisés à Cochabamba depuis la « guerre de l'eau »**

2000	Séminaire international « L'eau : globalisation, privatisation et recherche d'alternatives »
2004	Première Foire locale de l'eau
2005	Séminaire « L'eau est à nous. Pour la construction d'une entreprise sociale »
2006	« La guerre de l'eau. 6 ans après, pour la récupération de la mémoire collective »
2007	Seconde Foire locale de l'eau : « Expériences communautaires, une alternative de gestion ».
2008	- Première Foire internationale de l'eau : « Messagers de l'eau » - Séminaire international « Eau : bien commun, gestion publique et alternatives »
2009	Seconde Foire internationale de l'eau : « Technologie et expériences de gestion publique et communautaire de l'eau »
2010	Troisième Foire internationale de l'eau : « À dix ans de la guerre de l'eau »
2015	Rencontre « À 15 ans de la guerre de l'eau »
2018	Journée scientifique : « Territoires de l'eau et biens communs en Bolivie »

27 Ces initiatives visent à créer des moments de discussion et de réflexion autour des savoirs et pratiques de lutte ou d'alternatives à la privatisation de l'eau. La perspective scalaire donnée à ces évènements apparaît clairement dans leur intitulé dont l'échelle internationale semble la plus recherchée. Trois des manifestations listées ont pour objectif explicite de commémorer la « guerre de l'eau ». S'il s'agit à chaque fois de se souvenir de la réappropriation de la capacité à décider de la population à travers la CDEV, la commémoration de 2015 va plus loin en affirmant : « Nous avons réussi à expulser l'Etat de notre territoire pour commencer à nous autogouverner » (Olivera, 2015). Ce travail de mémoire permet de réactualiser la signification de l'évènement originel ouvrant la voie à un positionnement politique des organisateurs dans le contexte contemporain d'énonciation.

28 La 3ème Foire Internationale de l'eau mérite une attention particulière, elle intervient en effet quelques mois après la réélection d'Evo Morales à la Présidence de la République dans un climat social tendu, entre les tentatives de déstabilisation de la droite conservatrice et les critiques grandissantes de certaines organisations du mouvement social (Webber, 2011). Elle a reçu l'appui de nombreuses organisations sociales locales, nationales et internationales. S'étendant du 16 au 18 avril, le programme de la foire prévoit une manifestation, des conférences, séminaires, expositions et activités artistiques et culturelles. La convocation met l'accent sur la nécessité de se renforcer au niveau local, régional, national et international comme mouvements sociaux de l'eau face à des gouvernements qui poursuivent les politiques de saccage et de transfert des biens communs aux transnationales (CDEV, 2010).

29 L'affiche de la rencontre (affiche 1) souligne la signification de la « guerre de l'eau » pour les organisateurs. La mobilisation massive du peuple de Cochabamba est représentée par le bandeau supérieur du visuel. Le thème de l'affrontement est rappelé par le jeune homme utilisant un lance-pierre. La référence à l'eau, source de vie, est signifiée par l'enfant passant ses mains sous un robinet. L'incrustation de ces deux images exprime l'idée que la lutte permet de préserver la vie.

### Affiche 1 - La 3ème Foire Internationale de l'Eau



Source : CDEV, 2010

- 30 L'ouverture de l'évènement s'effectue par une marche qui part de la place principale de Cochabamba, sous le siège de la FTFC (photographie 8), pour arriver dans le *complejo fabril*, site dépendant du syndicat ouvrier, soulignant ainsi le poids de la FTFC dans l'organisation de l'évènement. Ce point de départ rappelle l'importance de la place du 14 septembre lors des évènements d'avril 2000<sup>15</sup>. Le trajet de la manifestation inaugurant la foire, du centre vers la périphérie, semble inverser le mouvement d'encercllement et de convergence défini par la CDEV durant la « guerre de l'eau ».

### Photographies 8 et 9



Uhel, 2010, Cochabamba

- 31 Des banderoles et des mannequins émaillent le cortège tandis que des militants réalisent des tags sur les murs le long du parcours. Des pochoirs, mettant souvent en scène des enfants, ont d'ailleurs été apposés sur les murs de la ville, les jours précédents la Foire (photographie 9). Une large fresque, représentant la « guerre de l'eau »<sup>16</sup>, a été réalisée sur une partie de l'enceinte du site de la FTFC, par Mona Caron, « artiste » de San Francisco se revendiquant du mouvement pour la justice sociale et environnementale. Reprenant la pratique des graffitis pendant le mouvement social, ces tags, ces pochoirs et cette fresque constituent de nouvelles marques de l'appropriation de l'espace urbain qui appuient la reproduction dans le temps d'un lieu symbolique de la contestation. Cette dimension matérielle du symbole est d'autant plus importante que la signification de la « guerre de l'eau » fait l'objet d'un conflit d'interprétation et d'appropriation entre les organisations du mouvement social et le gouvernement.

## Cochabamba, lieu de conflit autour de la signification de la « guerre de l'eau »

32 Dans le contexte de tension entre le gouvernement et certaines organisations sociales, la « guerre de l'eau » et par extension la ville de Cochabamba, comme lieu symbolisant la résistance à l'ordre néolibéral et les aspirations populaires à une autre société, deviennent un enjeu dans les rapports de pouvoir politique. Les membres de la CDEV n'ont en effet pas été les seuls à organiser des événements dans la capitale du département pour utiliser sa notoriété. Depuis l'élection d'Evo Morales à la présidence de la République, le gouvernement a également joué sur la dimension symbolique de la ville pour y tenir des sommets internationaux : en décembre 2006, le sommet social pour l'intégration des peuples et, en octobre 2009, le 7ème sommet de l'Alliance Bolivarienne des Peuples de notre Amérique. En avril 2010, le gouvernement a organisé deux événements consécutifs dans le département de Cochabamba : la commémoration des 10 ans de la « guerre de l'eau » et le Sommet Mondial des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre-Mère (CMPCC).

33 Organisée le 12 avril à Cochabamba, la commémoration des 10 ans de la « guerre de l'eau » prévoit une exposition, des témoignages et la projection d'un documentaire, en présence du Président de la République, de la ministre de l'eau et du préfet de Cochabamba (membre du MAS) (photographie 10).

### Photographie 10 - Ouverture de la cérémonie organisée par le gouvernement



Source : Opinion, avril 2010

34 Sur l'affiche de l'évènement, on peut lire en haut : « A 10 ans de la grande victoire de la guerre de l'eau » et en bas à gauche : « l'eau, un droit humain reconnu par la Constitution Politique de l'État ». A l'instar du visuel de la Foire internationale, cette affiche reprend l'imaginaire de la lutte, avec des manifestants masqués et armés de bâtons de bois. Un homme porte le drapeau bolivien et une femme arbore la wiphala<sup>17</sup>, association des deux emblèmes représentant l'État Plurinational de Bolivie. En toile de fond, l'affiche représente une foule compacte sans visage symbolisant des manifestants mais aussi potentiellement des électeurs.

35 La localisation des deux commémorations, celle du gouvernement et celle de la CDEV, exprime le positionnement divergent des organisations sociales vis-à-vis du gouvernement. Si la Foire Internationale de l'Eau se déroule sur le site de la FTFC, dont Oscar Olivera a été longtemps le dirigeant, la commémoration organisée par le gouvernement se situe dans les locaux de la Fédération Syndicale Unique des

Travailleurs Paysans de Cochabamba (FSUTCC), en présence de membres de la Coordination des Six Fédérations du Tropic de Cochabamba, syndicat des producteurs de coca (dont Evo Morales est toujours le dirigeant). La conférence a pu compter sur la présence du président de la FEDECOR et ancien porte-parole de la CDEV, Omar Fernandez (Opinion, 2010). Lors de son discours, le Président a regretté l'absence d'Oscar Olivera, figure du mouvement social pour l'eau, qui avait été invité à participer à l'évènement. Il a souligné le rôle joué par le porte-parole de la CDEV durant la « guerre de l'eau » et manifesté le désir que celui-ci reprenne son engagement initial dans la lutte, faisant ainsi allusion à son positionnement critique envers le gouvernement. À l'initiative de la 3ème Foire Internationale de l'eau, Abraham Grandyrier, Président d'ASiCASur, revient sur l'organisation du sommet par le gouvernement :

« Alors ce qui s'est passé, c'est que, à aucun moment, il ne nous a invité, il ne nous a fait parvenir aucune invitation, malgré le fait que nous ayons lutté ensemble. (...) Je ne me rappelle pas combien de réunions, de nombreuses réunions, nous avons été avec lui. Il nous connaît bien, mais il ne nous a pas convoqués. Il a fait un acte très politique, je dirais moi, par rapport à la « guerre de l'eau », sans voir d'autres acteurs. Mais cela ne nous intéresse pas, parce que la population est pour moi l'acteur principal. La « guerre de l'eau » a été faite par la population, pas par quelques leaders »<sup>18</sup>.

36 Abraham Grandyrier pointe ce que pensent nombre de participants rencontrés lors de la Foire Internationale de l'Eau. Le Président aurait cherché à réaliser un « coup politique » en commémorant ses 10 ans de la « guerre de l'eau », afin de rappeler son implication personnelle dans les évènements d'avril 2000 mais aussi et surtout la filiation directe de son gouvernement avec les mouvements sociaux, comme le rappellent l'affiche mentionnant le droit à l'eau et la présence de la ministre de l'eau. Ce récit est réactivé au moment où les dissensions entre le gouvernement et certaines franges de mouvement social se font sentir. La base sociale paysanne, dans sa diversité, a d'ailleurs répondu à l'appel du chef de l'Etat. En se déplaçant à Cochabamba, le Président « occupe le terrain » politique investi par une CDEV de plus en plus critique. Il tente de se réapproprier la signification du lieu en fonction de son agenda politique national et international.

37 Si la commémoration des 10 ans de la « guerre de l'eau » peut être interprétée comme un moyen pour le Président de tenter de réaffirmer sa légitimité vis-à-vis du mouvement social bolivien, l'organisation quelques jours plus tard de la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les droits de la Terre-Mère (CMPCC) à Tiquipaya, municipalité à la périphérie de Cochabamba, vise à positionner la Bolivie comme espace alternatif aux sommets internationaux sur le changement climatique, au croisement des rassemblements altermondialistes et des rencontres intergouvernementales. Cette temporalité événementielle, à proximité d'un lieu symbolisant la contestation de l'ordre néolibéral, offre en retour l'opportunité aux organisations sociales de pointer les contradictions du gouvernement bolivien, comme l'a déjà souligné Franck Poupeau (2011). Ainsi, à la fin du programme de la Foire Internationale de l'eau, un atelier intitulé « Droits collectifs et droits de la terre-mère » est organisé par des institutions universitaires et des organisations paysannes et indigènes. Les participants appellent à prolonger les discussions dans la « table 18 » de la CMPCC. Rassemblés du 19 au 23 avril sur le site d'une université privée, les 35 000 participants venus de tous les continents ont pu intervenir dans 17 groupes de travail thématiques (les « tables de travail »). Exclue du programme officiel, la « table 18 » s'est malgré tout tenue, mais en dehors de l'enceinte de la CMPCC. Les organisateurs ont en effet investi un restaurant à quelques mètres de l'entrée du site universitaire, point

stratégique permettant d'interpeler les visiteurs. La critique des méga-projets prédateurs et extractivistes (Table 18, 2010) se retrouve dans le visuel élaboré par les organisateurs, au premier rang desquels figure le Conseil national des Ayllus et Markas du Qullasuyu (CONAMAQ), l'une des organisations indigénistes de Bolivie. Derrière le sourire du Président de la République se cacherait un visage plus sombre parsemé de cicatrices et de pipelines<sup>19</sup>.

#### Affiches 2 et 3 - La Table 18, table populaire



Source : Mesa 18

- 38 Au cours des années suivant la « guerre de l'eau », la CDEV a organisé des événements à Cochabamba afin de reproduire ce haut lieu de la contestation. À l'instar du Larzac analysé par Fabrice Ripoll (2005a), Cochabamba devient une ressource et un enjeu dans les rapports de pouvoir. La commémoration des 10 ans du mouvement social a donné lieu à une concurrence entre le gouvernement et la CDEV pour la signification de la « guerre de l'eau » et l'utilisation légitime de ce symbole dans le contexte politique national. La FEDECOR, représentants les intérêts des agriculteurs du département et l'un des acteurs majeurs du conflit, participe à l'initiative gouvernementale illustrant ainsi la désarticulation partielle et la perte d'autonomie de la CDEV<sup>20</sup> et par conséquent la désunion du « peuple de Cochabamba ». Porteurs d'une dimension symbolique, les événements organisés par la CDEV à Cochabamba n'en constituent pas moins des espaces de convergence (Routledge, 2003), moments de rencontres militantes et d'organisation de l'action collective, ajustés à la configuration des rapports de pouvoir. S'appuyant sur la Foire Internationale de l'Eau, dont il n'était pas partie prenante, le CONAMAQ en détourne la signification politique pour s'offrir une tribune internationale afin de contester la politique nationale d'exploitation des ressources présentes dans les territoires indigènes.

## Conclusion

- 39 Durant la « guerre de l'eau », la CDEV a élaboré une politique scalaire ciblant le gouvernement national au sein de l'agencement des échelles de la domination et interpellant le peuple de Cochabamba afin de défendre l'eau et son territoire. Cette stratégie discursive s'est matérialisée dans l'encerclement et l'occupation de la ville par les classes populaires localisées dans les périphéries du département. Ce mouvement du

rural vers l'urbain a contraint l'État central à céder aux revendications de la CDEV mais aussi à abandonner temporairement aux manifestants le contrôle sur la capitale du département. Ce conflit a constitué la ville de Cochabamba comme un lieu symbolisant, aux échelles nationale et internationale, la résistance populaire à l'ordre social néolibéral. Au cours des décennies suivantes, les membres de la CDEV ont entretenu cette ressource par un travail de réactualisation de la mémoire de la « guerre de l'eau » servant une politique scalaire adaptée aux rapports de pouvoir contemporains. La dimension symbolique attachée au terrain de la lutte a fait l'objet d'une concurrence pour son appropriation politique entre le « gouvernement des mouvements sociaux » d'Evo Morales et les organisations sociales locales et nationales critiques du « processus de changement ».

40 Contrairement à d'autres expériences politiques sur le continent, notamment au Mexique avec le Chiapas (Baschet, 2014), Oaxaca (Esteva, 2010) ou Cherán (Lariagon et Piceno, 2016), le mouvement social de Cochabamba n'a pas réellement été mesure de se constituer en espace autonome (Pickerill et Chatterton, 2006), bien que la CDEV puisse être envisagée comme l'esquisse d'un organe d'autogouvernement. Si l'utilisation stratégique par la CDEV du terme de territoire, entendu comme dimension spatiale du peuple de Cochabamba, exprime une critique virulente de la souveraineté de l'État et une revendication tout aussi forte d'autonomie sur l'espace politique, elle permet de minorer les lignes de fracture internes et de souder la population durant l'épisode conflictuel. L'« unité territoriale » produite en contexte de mouvement social n'a pas résisté à la reconfiguration des échelles du pouvoir suite au changement d'hégémonie politique nationale, faisant en cela écho aux critiques formulées par Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre (2002) sur une notion « globalisante » qui tend à occulter les tensions et conflits sociaux.

---

## Bibliographie

- BASCHET, J., 2014, « Autonomie, indianité et anticapitalisme : l'expérience zapatiste », *Actuel Marx*, vol. 56, n°2, pp. 23-39  
DOI : 10.3917/amx.056.0023
- BRACONNIER, C., 1999, Braconnages sur terres d'État. Les inscriptions politiques séditieuses dans le Paris de l'après-Commune (1872-1885), *Genèses*, n°35, pp. 107-130
- BRENNER, N., 2001, The limits to scale? Methodological reflections on scalar structuration, *Progress in Human Geography*, vol. 25, n°4, pp. 591-614  
DOI : 10.1191/030913201682688959
- CECEÑA, A.-E., 2004, *La guerra por el agua y la vida. Cochabamba : una experiencia de construcción comunitaria frente al neoliberalismo y al Banco Mundial*, Coordinadora de defensa del agua y de la vida, Cochabamba, 195 p.
- COMBES, H. et al., 2015, *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Karthala, Questions transversales, 410 p.
- CRESPO, C., 1996, "La guerra de los pozos". *El conflicto por la perforación de los pozos profundos en Vinto Sipe – Sipe (1994 – 1995)*, maestría medio ambiente y desarrollo sostenible, UMSS – CESU, Cochabamba
- CRESPO, C., 2000, *Continuidad y ruptura: La « Guerra del agua » y los nuevos movimientos sociales en Bolivia*, OSAL, CLASCO, pp. 21-28
- CRESPO, C., 2002, *Water privatization policies and conflicts in Bolivia: the water war in Cochabamba 1999-2000*, PhD Thesis of Planification, Oxford University, 270 p.
- DECHEZELLES, S. et OLIVE, M., 2015, Conflits de lieux, lieux de conflits, *Noroi*, n°238-239
- DO ALTO, H. et Stefanoni P., 2008, *Nous serons des millions. Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Raisons d'agir, Paris, 124 p.
- ESTEVA, G., 2010, The Oaxaca Commune and Mexico's Coming Insurrection, *Antipode*, vol. 42,

Issue 4, pp. 978-993

DOI : 10.1111/j.1467-8330.2010.00784.x

FAIRCLOUGH, N., 2009, *Discourse and social change*, Polity Press, 259 p.

GAUDICHAUD, F., 2015, Écologies d'un espace en révolution. Santiago du Chili, 1970-73, dans Combes H et al., *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Karthala, Questions transversales, pp. 121-142

GARCIA, A. (coord.), 1999, *Reproletarización. Nueva clase obrera y desarrollo del capital industrial en Bolivia (1952 - 1998). El caso de La Paz y El Alto*, Muela del diablo Editores, Colección Comuna, La Paz, 211 p.

GARCIA, A., 2004, *Sociología de los movimientos sociales. Estructura de movilización, repertorios culturales y acción política*, Diakonia / Oxfam, 688 p.

GOUVELLO, (de) B. et FOURNIER, J.-M., 2002, « Résistances locales aux « privatisations » des services de l'eau : les cas de Tucuman (Argentine) et Cochabamba (Bolivie) », *Autrepart*, vol. 21, no. 1, pp. 69-82.

HALL, D. et LOBINA, E., 2002, Water privatization in Latin America, *PSI Americas' Water Conference*, San José, Costa Rica, July, 27 p.

HARVEY, D., 2012 [2003], *Paris, capitale de la modernité*, Editions Les prairies ordinaires, 544 p.

2013, *Rebel cities: From the right to the city to the urban revolution*, Verso, London, 208 p.

JORDHUS-LIER, D., 2013, The geographies of community-oriented unionism: scales, targets, sites and domains of union renewal in South Africa and beyond, *Transactions of the Institute of British Geographers*, n°38, pp. 36-49

DOI : 10.1111/j.1475-5661.2012.00504.x

LACLAU, E. et MOUFFE, C., 2009 [1985], *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Les solitaires intempestifs, 336 p.

LARIAGON, R. et Piceno M., 2016, « La lutte pour l'autonomie de la communauté de Cherán : reconfiguration territoriale et subjective », *Cahiers des Amériques latines*, n°81, pp. 133-151

DOI : 10.4000/cal.4294

LEDO, C., 2002, Urbanization and Poverty in the Cities of the National Economic Corridor in Bolivia: Case Study: Cochabamba, *Transformations*, n°5, Delft University Press, Netherland, 263 p.

LEFEBVRE, H., 2018 [1965], *La proclamation de la Commune*, La Fabrique Éditions, 416 p.

MATHIEU, L., 2009, Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de « Nous sommes la gauche » à Occupation, *Revue française de science politique*, vol. 59, no. 1, pp. 77-96

MAYORGA, R. et GORMAN, S., 1978, National-Popular State, State Capitalism and Military Dictatorship in Bolivia: 1952-1975, *Latin American Perspectives*, vol. 5, n°2, pp. 89-119

MELE, P. (dir.), 2012, Conflits de proximité et dynamiques urbaines. Lectures latino-américaines, *Géocarrefour*, vol. 87, n°1

MONTANO, E. et MARINA, J., 2003, *La toma simbólica de la plaza 14 de septiembre durante la guerra del agua en 2000*, tesis de licenciatura de sociología, Universidad Mayor San Simón, Cochabamba

NEZ, H., 2015, Délibérer en plein air. Analyse spatiale des assemblées de *Indignados* à Madrid, dans Combes H. et al., *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Karthala, Questions transversales, pp. 193-216

NICHOLLS, W., MILLER, B. and BEAUMONT, J., 2013, *Spaces of Contention: Spatialities and Social Movements*, Routledge, 320 p.

OLIVERA, O. et al., 2008, *Nosotros somos la coordinadora*, Fundación Abril / Textos Rebeldes, Cochabamba, 185 p.

PAILLOUX, A.-L. et RIPOLL, F., à paraître, Géographie(s) des mobilisations. Explorer la dimension spatiale de l'action collective, *Carnets de géographes*, n°12

PEREDO, I., 2003, *Mujeres del Valle de Cochabamba: Agua, privatización y conflicto*, Global Issue Papers, n°4, Fundación Heinrich Böll, 43 p.

PEREDO, C., Crespo C. et Fernandez O., 2004, *Los regantes de Cochabamba en la guerra del agua*, CESU, Cochabamba, 220 p.

- PICKERILL, J. et Chatterton P., 2006, Notes towards autonomous geographies: creation, resistance and self-management as survival tactics, *Progress in Human Geography*, vol. 30, n°6, pp. 730-746  
DOI : 10.1177/0309132506071516
- POLITIX, 2017, Mouvements d'occupation, vol. 117, n°1
- POUPEAU, F., 2013, La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste, *Écologie & politique*, vol. 46, n°1, pp. 109-119  
DOI : 10.3917/ecopo.046.0109
- PURCELL, M., 2006, Urban democracy and the local trap, *Urban studies*, vol.43, n°11, pp. 1921-1941  
DOI : 10.1080/00420980600897826
- RIPOLL, F., 2005 a, *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « d'altermondialistes »*, thèse de doctorat de géographie, CRESO, Université de Caen Basse-Normandie, 741 p.
- RIPOLL F., 2005 b, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? », *Norois*, n°195, pp. 29-42  
DOI : 10.4000/norois.489
- RIPOLL, F. et Veschambre V., 2002, Face à l'hégémonie du territoire, éléments pour une réflexion critique, dans Jean Y et Calenge C, *Lire les territoires*, Publications de la Maison des Sciences de l'Homme « Villes et territoires », pp.261-287
- ROUTLEDGE, P., 2003, Convergence space: process geographies of grassroots globalization networks, *Transactions of The Institute of British Geographers*, vol. 28, n°3, pp. 333-349  
DOI : 10.1111/1475-5661.00096
- ROUTLEDGE, P., 2017, *Space invaders. Radical geographies of protest*, Pluto Press, 176 p.
- SPRONK, S., 2007, Roots of Resistance to Urban Water Privatization in Bolivia: Public Services, the 'New Working Class' and the Crisis of Neoliberalism, *International Labor and Working Class History*, n°71, pp. 8-28  
DOI : 10.1017/S0147547907000312
- SWYNGEDOUW, E., 2004, Globalization or glocalization? Networks, territories and re-scaling, *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, n°1, pp. 25-48
- UHEL, M., 2013, *Eau et pouvoir. Les échelles des mouvements altermondialistes et révolutionnaires en Bolivie et au Venezuela*, thèse de doctorat de géographie, ESO Caen, Université de Caen Normandie, 496 p.
- WEBBER, J., 2011, *From Rebellion to Reform in Bolivia: Class Struggle, Indigenous Liberation, and the Politics of Evo Morales*, Haymarket Books, Chicago, 340 p.
- ZIBECCHI, R., 2010, *Dispersing power. Social movements as anti-state forces*, AK Press, 163 p.

### **Communiqués de la CDEV (cités dans l'article)**

- CDEV, 2000a, Communiqué de janvier, Le « pourquoi » de la Coordination de Défense de l'Eau et de la Vie
- CDEV, 2000b, Communiqué du 7 janvier, Le grand blocage pour la dignité ne s'arrête pas !
- CDEV, 2000c, Communiqué du 10 janvier, sans titre
- CDEV, 2000d, Communiqué du 15 janvier, sans titre
- CDEV, 2000e, Communiqué du 25 janvier, sans titre
- CDEV, 2000f, Communiqué du 27 janvier, L'eau est à nous, bordel !
- CDEV, 2000g, Communiqué du 4 février, Occupation de Cochabamba. Instructions
- CDEV, 2000h, Communiqué du 6 février, Et... l'eau est toujours à nous !
- CDEV, 2000i, Communiqué du 24 février, sans titre
- CDEV, 2000j, Communiqué du 15 mars, Le pré-accord de la représentation civique apocryphe

### **Communiqués divers**

- CDEV, 2010, *Convocatoria a la Tercera Feria Internacional del Agua de Cochabamba. A 10 años de la guerra del agua*, abril
- CDEV, Table 18, 2010, *Declaración final*, abril

OLIVERA, O, 2015, *Conferencia de prensa. Encuentro « A 15 años de la Guerra del Agua »*, 7 de abril

### **Article de presse**

OPINION, 2010, *Olivera no asiste a concentración que recordaba 10 años de guerra del agua*, 13 de abril

---

## **Notes**

1 À noter néanmoins un article de Bernard de Gouvello et Jean-Marc Fournier portant sur les résistances à la privatisation dans les villes de Tucuman et Cochabamba (Gouvello et Fournier, 2002).

2 L'ouvrage de David Harvey sur les villes rebelles y fait référence (Harvey, 2013)

3 Pour plus de détails sur ce processus, voir la thèse de doctorat de Carlos Crespo, *Water privatisation policies and conflicts in Bolivia: the water war in Cochabamba 1999-2000*, soutenue en 2002.

4 Le corpus documentaire est composé de seize communiqués, issus pour partie d'un ouvrage collectif de la CDEV (Olivera, 2008) et dont le contenu a été complété par des recherches dans les archives de la Fondation Avril lors des missions de terrain. La méthode « artisanale » employée afin d'analyser les pratiques discursives de la CDEV a consisté à s'attacher à la logique argumentative des textes. La grille d'analyse visait à saisir les ressorts idéologiques de la mobilisation tout en permettant la comparaison avec les processus sociopolitiques appréhendés dans le cadre la thèse.

5 Ces missions (2006 et 2010) ont permis de consulter les archives militantes de la « guerre de l'eau », d'observer le travail de commémoration de l'évènement par les acteurs de la contestation et de réaliser des entretiens avec des porte-parole de la CDEV, des activistes de la « guerre de l'eau » et des membres de l'Association des Systèmes Communautaires d'Eau du Sud (ASiCASur) de Cochabamba.

6 Pour ne citer que quelques exemples : la Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie (CUSTCB) et la Coordination des Six Fédérations du Tropique de Cochabamba ou le Conseil national des Ayllus et Markas du Qullasuyu (CONAMAQ) et la Confédération des Peuples Indigènes de Bolivie (CIDOB). Pour plus de détails, voir l'ouvrage *Sociologie des mouvements sociaux* dirigé par Alvaro Garcia Linera (2002).

7 Entretiens avec Carlos Crespo et Ida Peñaranda, sociologues et militants, en avril 2006 à Cochabamba.

8 Pour une chronologie de la « guerre de l'eau », voir Crespo, 2002 et Ceceña, 2004.

9 La traduction des communiqués de la CDEV est de la responsabilité de l'auteur.

10 Ces photographies ont été aimablement transmises à l'auteur par Tom Kruse lors d'une mission à Cochabamba en 2006.

11 Ancienne dénomination des gouverneurs, ces dirigeants sont proposés à cette fonction par la liste politique majoritaire issue des élections départementales.

12 Au cours de la 2<sup>de</sup> moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les comités civiques se sont érigés en institutions représentant la société civile bolivienne.

13 Autrefois désignée *Plaza de armas*, la dénomination actuelle, intervenue durant la période républicaine, vise à commémorer l'insurrection cochabambine de 1810 contre la couronne espagnole.

14 Entretien avec Gissel Gonzales, porte-parole de la CDEV, réalisé en avril 2006

15 Lors de la première commémoration en 2006, des panneaux, comportant un montage de photographies et d'articles de presse, avaient été installés sur cette place, amenant les passants à s'arrêter et à se remémorer le conflit.

16 Pour un commentaire de la peinture sur la signification de la fresque, voir le site : [www.monacaron.com](http://www.monacaron.com)

17 La *wiphala* est la banderole du peuple *aymara* et plus largement des peuples originaires de Bolivie, devenue l'un des emblèmes du pays avec la nouvelle Constitution Politique de l'État Plurinational de Bolivie promulguée en 2008.

18 Entretien avec Abraham Grandydier, réalisé à Cochabamba, en avril 2010

19 Le sous-titre (« Changement de masque ») est un jeu de mot avec le nom du parti présidentiel d'Evo Morales, le Mouvement Vers le Socialisme (MAS).

20 Entretien avec Carlos Crespo, sociologue et militant, réalisé en avril 2010

---

## ***Table des illustrations***

	<b>Titre</b>	Photographie 1 - Inscription sur un mur de la ville : « Banzer, assassin de Cochabamba »
	<b>Crédits</b>	Tom Kruse, 2000, Cochabamba <sup>10</sup>
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-1.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-1.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 358k
	<b>Titre</b>	Photographie 2 - Inscription sur un mur de la ville : « Je bois de l'eau, ensuite j'existe, ensuite je vote »
	<b>Crédits</b>	Uhel, 2006, Cochabamba
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-2.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-2.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 544k
	<b>Titre</b>	Photographie 3 - Inscription sur un mur de la ville : « L'eau est au peuple, bordel ! »
	<b>Crédits</b>	Tom Kruse, 2000, Cochabamba
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-3.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-3.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 618k
	<b>Titre</b>	Schéma 1 - Stratégies d'appropriation de la CDEV
	<b>Crédits</b>	Conception : Mathieu Uhel - 2019
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-4.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-4.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 290k
	<b>Titre</b>	Photographies 4 et 5 - Barricades autour de la Place du 14 septembre
	<b>Crédits</b>	Tom Kruse, 2000, Cochabamba
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-5.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-5.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 413k
	<b>Titre</b>	Photographies 6 et 7 - Tribune de la CDEV au siège de la FTFC
	<b>Crédits</b>	Tom Kruse, 2000, Cochabamba
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-6.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-6.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 388k
	<b>Titre</b>	Affiche 1 - La 3ème Foire Internationale de l'Eau
	<b>Crédits</b>	Source : CDEV, 2010
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-7.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-7.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 706k
	<b>Titre</b>	Photographies 8 et 9
	<b>Crédits</b>	Uhel, 2010, Cochabamba
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-8.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-8.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 458k
	<b>Titre</b>	Photographie 10 - Ouverture de la cérémonie organisée par le gouvernement
	<b>Crédits</b>	Source : Opinion, avril 2010
	<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-9.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-9.png</a>
	<b>Fichier</b>	image/png, 231k
	<b>Titre</b>	Affiches 2 et 3 - La Table 18, table populaire
	<b>Crédits</b>	Source : Mesa 18

<b>URL</b>	<a href="http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-10.png">http://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/6288/img-10.png</a>
<b>Fichier</b>	image/png, 174k

---

## ***Pour citer cet article***

### *Référence électronique*

Mathieu Uhel, « La « guerre de l'eau » à Cochabamba. De la réappropriation de l'espace politique à la reproduction d'un lieu symbolique de la contestation », *L'Espace Politique* [En ligne], 37 | 2019-1, mis en ligne le 04 octobre 2019, consulté le 23 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/6288> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6288>

---

## ***Auteur***

**Mathieu Uhel**

Enseignant chercheur

UMR ESO – Université de Caen

[mathieu.uhel@unicaen.fr](mailto:mathieu.uhel@unicaen.fr)

---

## ***Droits d'auteur***



Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.